



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Eau Brute - Maillon VAL D'HERAULT du projet AQUA DOMITIA - Extension des réseaux de desserte d'irrigation agricole dans la plaine de Gigean-Fabrègues - Opération Nord Gardiole phase 2 - Attribution de subventions - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet Aqua Domitia consiste à acheminer l'eau du Rhône par des conduites enterrées depuis le Sud de Montpellier vers l'Ouest du département de l'Hérault puis vers le département de l'Aude.

Ce projet concerne le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour deux de ses cinq maillons, le maillon Sud et le maillon Val d'Hérault, dont la première tranche Fabrègues-Gigean a fait l'objet d'un concours financier de 2 000 000 € HT de la part de la Métropole par délibération en date du 29 octobre 2013. Ce maillon dessert potentiellement sur la Métropole le territoire des communes de Fabrègues, Saussan, Cournonterral, Cournonsec et Pignan.

Une première tranche d'extension du réseau de desserte d'irrigation agricole dénommée Nord Gardiole 1 et alimentée par ce maillon a été réalisée et mise en eau à l'été 2015. Elle avait également fait l'objet d'une attribution de subventions à hauteur de 116 250 € HT. Elle a permis de desservir 480 ha de surface agricole irrigable dont 65% située sur le territoire de la Métropole.

Une deuxième tranche, Nord Gardiole 2, va compléter le réseau d'irrigation réalisé en 2015 et permettre l'irrigation de 104 ha de terres dont 44 ha sur le territoire de la Métropole (26 ha sur Pignan, 8 ha sur Fabrègues et 10 ha sur Saussan).

Cette tranche de travaux, portée par BRL, d'un montant de 700 000 € HT, sera financée par le Plan de Développement Rural géré par la Région et mobilisera des crédits de l'Europe (50%), de la Région (15%) et du Département (15%).

La phase « Pré-Opérationnelle/Maîtrise foncière » du projet, d'un montant total de 100 000 € HT, fait appel au financement par les intercommunalités à hauteur de 20% et au prorata des surfaces concernées de leur territoire.

Sur ces surfaces, les cultures irriguées concerneront d'une part la vigne et d'autre part des cultures maraichères. Cet équipement hydraulique va ainsi permettre de conforter la place d'une agriculture de proximité sur ces communes périurbaines en cohérence avec le projet de révision du SCoT, soutenant la politique agricole et alimentaire portée par la Métropole.

Ainsi, la Métropole souhaite s'engager dans cette opération et participer financièrement à hauteur de 44%, soit pour un montant de 8 800 € HT (étalé sur 2018, 2019 et 2020) aux côtés de l'autre établissement public de coopération intercommunal concerné, Sète Agglopôle Méditerranée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 8 800 € HT à l'extension du réseau de desserte d'irrigation agricole de la plaine Gigean-Fabrègues,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits en 2018 au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole (chapitre 907) - et seront inscrits en 2019 et 2020,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-44980-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.